

BEN ALI ASSASSIN



SARKOZY COMPLICE!

Le suicide par le feu, à la suite du harcèlement policier de Mohamed Bouazizi, un jeune précarisé, à Sidi Bouzid au centre du pays, a été l'étincelle qui embrase maintenant l'ensemble de la « Tunisie des miracles » du général Ben Ali.

Ce sont toutes les villes, grandes et petites, du nord au sud, qui ont vu des manifestations de ras-le-bol ; d'abord des principaux concernés par ce vent de révolte, les chômeurs et les précaires, rejoints par les salariés, les syndicalistes mais aussi par d'autres secteurs sociaux, comme les avocats. Le mouvement a été relayé par la jeunesse lycéenne et étudiante de retour de congés. Cette lame de fond est marquée

par les mots d'ordre concernant le « droit au travail », le « droit à une juste répartition des richesses », et la « lutte contre la corruption et le népotisme » qui gangrènent toutes les strates de la société. Les manifestants détruisent aussi les symboles de l'État-parti. La direction de la centrale syndicale unique, l'UGTT, qui dénonçait le mouvement au début (à l'inverse de certaines de ses fédérations et structures locales), a finalement été amenée à

lui apporter son soutien officiel. Ce qui frappe avec les mobilisations portées en grande partie par la « génération Ben Ali » (ce dernier dirige d'une poigne de fer le pays depuis 23 ans), c'est son ingéniosité pour harceler un régime qui durant toute cette période est passé maître dans l'étouffement des moindres espaces de liberté d'expression.

SUITE PAGE 2



ACTU Entretien avec Sébastien Boche, de la LDH 37 & Droite-extrême droite, recomposition en gestation? Pages 2 et 3



ACTU Loppsi 2, surveiller et punir Page 4



RETOUR SUR 2010 L'année à travers le monde Page 10

Agenda

14-19 janvier, rencontres avec Michel Warchawski. Rencontres avec Michel Warchawski, auteur de *Au pied du mur - De notre correspondant à Jérusalem* (éditions Syllepse).

Vendredi 14 janvier à Ivry-sur-Seine, librairie Envie de Lire, 16 rue Gabriel-Péri à partir de 19h30.

Samedi 15 janvier à Lyon, Maison des passages, 44 rue Saint-Georges (M° Vieux-Lyon) de 16h30 à 19h30.

Lundi 17 janvier à Dijon, à 20 heures salle Devosge, 5 rue Devosge pour une réunion débat : *«Israël au bord de l'abîme»*.

Mercredi 19 janvier à Perpignan, de 14 à 16 heures à la librairie Torcatis, 10, rue Mailly.

Mercredi 19 janvier à Toulouse, à 18 heures au bar-salle de spectacle Le Bijou, 123, avenue de Muret et à 20h30 au cinéma Utopia Toulouse, 24, rue Montardy, projection-débat du film de Jacqueline Gesta : *Le journal d'une orange, aller simple*.

15 janvier, anti-FN, manifestation, Tours. Alors que le Front national doit tenir son congrès, une manifestation unitaire est organisée à l'appel de nombreuses organisations associatives, syndicales et politiques. RV à 14h30 place de la Liberté à Tours. (lire ci-conté et page 3)

15 janvier, manif Loppsi 2. Alors que la loi doit être adoptée au Sénat le 17 janvier, un collectif d'associations et de syndicats appellent à des mobilisations. À Paris, RV à 14h30 place de l'Odéon. À Mantes-la-Jolie, RV à 11 heures devant la sous-préfecture pour un rassemblement. (lire page 4)

20 janvier, manifestation fonction publique, national. Appel à des manifestations unitaires dans tout le pays pour exiger la titularisation des contractuels de la fonction publique. À Paris, RV à 12h15 à Jussieu, en direction de la préfecture de Paris, boulevard Morland. (lire pages 6 et 7)

22 janvier, fête du NPA 27, Louviers. Fête du NPA 27 sur le thème *«La santé, l'industrie du médicament, la protection sociale»*. Table ronde avec Philippe Pignarre, Guy Trolley (CGT Sanofi Pasteur) et Jean-Claude Laumonier (commission nationale santé NPA). RV à partir de 16 heures, salle du Moulin, Louviers.

25 janvier, réunion publique, Paris. *«Crise économique et résistance sociale en Europe»*, réunion publique avec Michel Husson (économiste, conseil scientifique d'Attac), organisé par le comité Paris 15^e arrondissement du NPA. RV à 19h30, salle du Patronage laïque - 72, avenue Felix-Faure (M° Boucicaut).

4 février, Louise-Michel, débat Paris. Débat public coorganisé par la Société Louise-Michel et la Maison verte : *«Individus, capitalisme, émancipation»*. RV de 19 heures à 22h30 à la Maison Verte, 127-129 rue Marcadet - Paris 18^e (M° Jules-Joffrin ou Lamarck).



Ben Ali assassin, Sarkozy complice !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Comme ce fut le cas en Iran, les internautes ont créé un espace où circulent les infos et les rendez-vous de toutes les actions de contestation via les «proxys» qui contournent la police du net, affublée par les jeunes du soubriquet *«Ammar 404»*. Les forces de répression habituelles pourtant estimées à plus de 130 000 membres sont débordées et l'armée a été appelée en renfort dans plusieurs villes. La nuit du 8 au 9 janvier a été particulièrement sanglante avec plusieurs dizaines de morts par balles à Gasserine, Tala et Meknassi. Assassins, arrestations, provocations, intimidations, n'ont cependant pas entamé le moral des manifestants qui ont désigné dès le début les responsables de leurs maux : Ben Ali et sa mafia familiale.

Le régime de Ben Ali dans la tourmente

La crise du système capitaliste mondial a frappé un pays qui a ouvert la presque totalité de son économie par la libéralisation et la privatisation. Il a mis à nu les contradictions d'un affaiblissement de maquignons dénommé *«miracle*

tunisien», qui devait selon ses laudateurs faire accéder la Tunisie au rang de «pays émergent»... Le taux de croissance officiel est divisé par deux depuis 2008. Les projets pharaoniques transformant le littoral tunisien en autant de parcs d'attraction, se sont tous écroulés avec la crise financière frappant les pays du Golfe censés apporter leurs dollars à cette formidable spéculation foncière qui a vu les *«sept familles»* (comme sont moqués les clans du pouvoir) faire main basse sur l'économie. Alors que Ben Ali se voyait comme un bon élève des puissances occidentales, aidant à juguler l'islamisme, le syndicalisme et l'immigration, les États-Unis se disent maintenant *«préoccupés»* par la situation, l'Union européenne se prononce pour *«un suivi rapproché»* des événements, et un problème de démocratie est soudainement évoqué.

Ces hausses de sourcils ne sauraient satisfaire un mouvement qui affirme de plus en plus vouloir se débarrasser d'un régime honni. C'est sur les autres peuples et non sur les États complices de la dictature que le peuple tunisien doit pouvoir compter. De nombreuses manifestations

de solidarité avec la révolte en cours ont eu lieu dans les pays arabes et les principaux pays où réside une immigration tunisienne. En France, des rassemblements se sont tenus à Paris, Toulouse, Nantes, Lyon, Marseille, Lille... avec la présence de la communauté tunisienne, de militants du monde arabe et d'organisations de la gauche française qui ont dénoncé tant la dictature de Ben Ali que la complicité de Sarkozy. On a vu affluer de nouveaux visages, le plus souvent jeunes, dont c'était la première apparition publique. Les barbouzes des ambassades et consulats tunisiens, habitués à harceler les opposants, ne montrent plus le bout de leur nez. Et c'est déjà un signe qui ne trompe pas. La crise qui frappe les pays de la rive nord de la Méditerranée est celle-là même qui déstabilise les pays de la rive sud. Une raison de plus d'être solidaires. Ne relâchons pas notre pression, à commencer par l'exigence de la libération de tous les emprisonnés du mouvement !

Commission Maghreb du NPA

regards



Sébastien Boche (DR)

Propos recueillis par Gabriel Gérard

L'Indre-et-Loire se mobilise contre l'extrême droite

Les 15 et 16 janvier, le Front national tient son XIV^e congrès à Tours, au Vinci. Une coordination unitaire d'Indre-et-Loire s'est constituée autour de l'appel *«Ensemble contre l'extrême droite»*. L'un des représentants de cette coordination, Sébastien Boche, président de la LDH de Tours et du département, répond à nos questions.

Comment la coordination s'est-elle constituée ? Sur quelles bases ? Quelles seront ses initiatives ?

L'été dernier, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, une coordination nationale est née en réaction au discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy et à la politique xénophobe menée par le gouvernement.

Des manifestations ont été organisées le 4 septembre 2010. Près de 150 000 personnes ont manifesté partout en France, mais aussi devant les ambassades de France à Barcelone, Vienne, Bruxelles, Londres ou Bucarest. En Indre-et-Loire, 25 organisations¹ se sont regroupées. 3 000 personnes ont manifesté dans les rues de Tours pour dire *«Non à la xénophobie d'État»*.

Alors que le gouvernement faisait passer en force sa réforme des retraites, cette coordination est restée mobilisée pour travailler autour de la tenue du congrès du FN à Tours.

Notre idée principale est que nous avons des valeurs à porter sur la place publique pour ne pas laisser le terrain aux *«idées»* de l'extrême droite. Nous axerons nos actions sur la défense des libertés fondamentales ordonnées par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous organiserons trois initiatives : une soirée-débat, une conférence et une manifestation unitaire dont le mot d'ordre sera *«Ensemble contre l'extrême droite»*.

Comment la coordination unitaire analyse-t-elle le danger que représente le Front national dans la situation actuelle ?

Comme on peut le voir, le Front national pèse sur la politique du gouvernement : le trait d'égalité tiré entre immigration et délinquance, le renvoi de chacun à une identité figée, l'éthnicisation du débat public sont autant d'approches qui font rupture et sont inspirées par l'extrême droite. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui du côté aventurier et provocateur de Nicolas Sarkozy : pour la première fois, le discours est délibérément centré sur la chasse à l'autre. À ce propos, je trouve qu'on n'a pas assez souligné que, dans les faits divers utilisés par Sarkozy, aucun Rom n'était en cause, ni à Grenoble ni à Saint-Aignan, mais des personnes de nationalité française. Les Roms ont été introduits à dessein dans la polémique, pour utiliser des préjugés séculaires.

Quelles sont les réactions de la droite tourangelle à la tenue de ce congrès ?

La droite ne bouge pas ou alors elle le fait par tactique politicienne, ce qui ne va pas du tout dans le sens de ce que nous voulions à l'occasion de ce contre-congrès. Nous refusons de rentrer dans le jeu des conflits internes de l'UMP. Plus surprenant, le centre est absent du débat.

Pour ce congrès, le Front national prépare un «grand barnum» médiatique, pensez-vous que la mobilisation sera à la hauteur ?

Nous attendons plusieurs milliers de personnes lors de la manifestation du samedi.

Quelle est l'implantation de l'extrême droite en Indre-et-Loire et dans la région Centre ?

Concernant la situation nationale, Philippe Lamy², citant Jacques Julliard, souligne que l'extrême droite vit dans *«l'interruption qui s'enfoncent momentanément sous terre pour resurgir plus loin.»*

En Indre-et-Loire, elle est peu implantée (le département est ancré à gauche : le conseil général et les principales villes sont menées par le PS, Saint-Pierre-des-Corps reste un des bastions du PCF) et obtient des résultats

électorales inférieures aux moyennes nationales.

Toutefois, on observe en Touraine le développement de groupuscules identitaires. L'un d'entre eux, Vox populi, avait organisé une contre-manifestation lors de la dernière gay pride de Tours. Il sera encore là, une semaine après le congrès du FN, pour une *«marche des fiertés»*... Cette fois encore, la coordination sera là pour dire *«Non»*.

La coordination unitaire «Ensemble contre l'extrême droite» poursuivra-t-elle son action de vigilance antifasciste ?

Oui, la coordination l'envisage. Cela étant, c'est la xénophobie d'État qui nous a rassemblés. C'est elle qui fera que nous continuerons ensemble à défendre nos valeurs jusqu'à ce que les politiques européennes calment le jeu et respectent pleinement les droits humains.

1. Pour plus de détails se reporter, entre autres, au site de la LDH : <<http://www.ldh-france.org/Contre-congres-du-FN-13-14-et-15>>

2. Philippe Lamy est l'animateur du groupe de travail national de la LDH sur l'extrême droite.



27 mars 2010 Manifestation antifasciste à Chauny. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/GP)

Droite-extrême droite, recomposition en gestation ?

Depuis la campagne électorale de 2007, l'UMP chasse sur les terres du FN en menant une politique clairement raciste et sécuritaire, au risque de relancer l'influence frontiste.

La création de l'UMP et l'élection de Nicolas Sarkozy marquent l'aboutissement d'une dynamique de re-composition de la droite. Au nom de « la rupture », Nicolas Sarkozy réussissait à marginaliser, au sein de son camp, les « néo-gaullistes » et les démocrates-chrétiens. L'UMP faisait reculer, électoralement, le Front national en se réappropriant certains de ses thèmes : la sécurité et la lutte contre l'immigration au premier plan.

Au pouvoir, la « droite décomplexée » allie hostilité aux plus faibles, culte de l'argent, autoritarisme, atlantisme. Elle met en œuvre son programme de destruction des conquêtes démocratiques et sociales, sa « révolution conservatrice ». Parallèlement à sa stratégie de « casse sociale », la droite sarkozyste accentue son offensive sécuritaire (en particulier à travers la loi de sécurité intérieure) ainsi que celle sur « l'immigration » et « l'identité nationale ». Une véritable chasse aux sans-papiers est organisée. Les expulsions passent, entre 2003 et 2008, de 9 227 à 29 726.

À droite, l'automne 2009 est marqué par un retour des affaires : procès Clearstream, présidence de l'Epad...

Les régionales de 2010 constituent un tournant pour le pouvoir. L'échec est cuisant : l'UMP atteint son niveau le plus bas de la V^e République et le FN retrouve un score significatif. L'étouffement de l'extrême

droite semble avoir fait long feu. Au lendemain de ce scrutin, Hervé Novelli rencontre Sarkozy et pointe le danger que représente Marine Le Pen. Selon lui, « elle s'est opposée à son père à chaque outrage, elle a une force de pénétration dans notre électorat impressionnante. »

Conçu comme une réponse à ce danger, le Collectif de la Droite populaire est créé le 14 juillet 2010. Il rassemble 35 députés UMP de la « droite de conviction » et souhaite un retour aux fondamentaux de 2007.

DISCOURS DE GRENOBLE

De nouveau confronté à une série de scandales au sommet de l'État (en particulier l'affaire Woerth-Bettencourt), Sarkozy, sur les conseils de Patrick Buisson, durcit le ton durant l'été 2010 : ce sera le discours de Grenoble. Il débouche sur une extension de la déchéance de nationalité aux Français naturalisés depuis moins de dix ans. Du jamais vu depuis la loi Daladier-Sarraut de 1938.

Par ailleurs, il est publiquement affirmé qu'il existe des « Français de souche » et des « Français de papier », créditant un peu plus le discours frontiste. Sarkozy ira même jusqu'à remettre en cause le droit du sol, envisageant que les jeunes « d'origine étrangère » ne soient plus automatiquement français à leur majorité s'ils ont été délinquants.

Automne 2010. Tandis qu'une



loi antiburqa et une énième loi sur l'immigration sont adoptées, Christian Vanneste, député du Nord, fondateur de la Droite populaire, se déclare partisan d'une alliance électorale avec le FN s'il renonce à « un certain nombre de positions, de phrases qui ne sont pas acceptables ». Le maire de Montfermeil, Xavier Lemoine, est également favorable à une entente entre l'UMP et le FN.

UMP-FN, CHASSÉ-CROISÉ ?

Le récent remaniement gouvernemental témoigne d'un renforcement de la stratégie de droitisation de l'UMP, tandis que la génération qui prend les commandes du Front national cherche à occuper l'espace « républicain » à grand renfort de références gaullistes et laïques. Le pari politique est formulé par Bruno Gollnisch : « L'UMP ne survivra pas à l'échec programmé de N. Sarkozy. Elle explosera. À partir de là, y aura-t-il une

frange sincèrement désireuse de s'entendre avec la droite nationale et de réaliser au moins une part substantielle de son programme ? Si c'était le cas, je ne vois pas pourquoi [...] on s'interdirait tout accord. [...] Dans le cas contraire, qui a prévalu jusqu'à présent, nous devons rester fermes sur nos positions, n'accepter aucun compromis de nature purement électoraliste. » En parfait accord avec son rival, Marine Le Pen s'attelle à changer l'image du FN dans l'électorat de droite et adopte le profil d'un parti de gouvernement, étape obligatoire pour attirer des cadres du parti majoritaire : « Le cordon sanitaire existe chez les élites, l'hyperclasse, mais pas à la base. Avec la dynamique présidentielle tout peut arriver. »

Pierre Baton, Gabriel Gérard



Par Kohou Mbwelili

STRATÉGIE MORTIFÈRE

La mort des deux jeunes Français le week-end dernier au Niger est d'abord et avant tout une tragédie qui ne peut que susciter une vive et légitime émotion. Mais les circonstances immédiates confuses et le contexte géopolitique particulier dans lesquels se sont déroulés ces événements nécessitent un recul critique pour en comprendre les enjeux politiques.

Depuis plusieurs mois, la région du Sahel est le théâtre d'un regain d'activités politico-militaires en tous genres. Historiquement, les divers groupes armés actifs dans cette zone étaient liés à des problématiques nationales très particulières (conflits communautaires, territoriaux, politico-économiques, etc.), sans compter les formes usuelles de banditisme « de grand chemin ».

Les autorités des pays concernés, pour beaucoup dirigés par des pouvoirs autoritaires, n'y ont jamais répondu de manière satisfaisante en termes de respect des droits politiques, économiques, environnementaux et sociaux comme de la sécurité des populations. Leur principale préoccupation semble n'avoir été que la défense de leurs intérêts, avec l'appui de divers alliés internationaux. D'autant plus qu'est parfois en jeu le contrôle de ressources énergétiques importantes qui sont l'objet de convoitises et de rivalités croisées. Ainsi, par exemple, le nord du Niger est une région extrêmement riche en uranium, ressource exploitée quasi « manu militari » depuis 40 ans par Areva, grande entreprise française, en accord avec le pouvoir central, et au mépris des populations et de l'environnement.

La stratégie de la militarisation choisie par la France, qui ne peut qu'alimenter le ressentiment des unEs et servir les instrumentalizations des autres, et notamment de nouveaux groupuscules aux contours nébuleux et aux revendications extrémistes comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), n'est donc pas la réponse adéquate. Ce qui est vrai au Sahel comme en Afghanistan d'ailleurs... Il faudrait plutôt chercher du côté du soutien aux revendications populaires démocratiques, comme celles qui résonnent en ce moment même au Maghreb voisin.

leur monde

Un parfum de racisme 1

La société Guerlain, filiale du groupe LVMH, va toucher 300 000 euros de la part de son assurance pour « perte d'exploitation exceptionnelle ». Les boutiques auraient-elles été touchées par un quelconque cyclone ou ravagées par un tremblement de terre ? Eh bien non, cette perte est liée aux propos racistes tenus par Jean-Paul Guerlain qui avait déclaré : « Pour une fois, je me suis mis à travailler comme un nègre. Je ne sais pas si les nègres ont toujours tellement travaillé, mais enfin... » sur France 2. Propos qui avaient révolté de nombreuses personnes et avaient eu comme conséquence la fermeture de boutiques, notamment dans les Dom-Tom. L'UMP devrait peut-être s'assurer contre les condamnations d'Hortefeux des fois qu'elles dissuaderaient certains militantEs. À moins justement que cela les conforte dans leur choix !

Un parfum de racisme 2

C'est bien ce que l'on pourrait penser à la lecture d'un rapport des Inspections générales des finances et des affaires sociales, concernant l'aide médicale d'État (AME), remis à l'exécutif en novembre qui dit notamment « [...] La mission ne recommande pas un droit d'entrée sur l'AME. À tout le moins la mission recommande qu'une étude d'impact soit conduite avant toute décision, parce que : le premier effet pourrait être celui de l'accroissement des dépenses allant bien au-delà de l'économie escomptée, le montant du droit de timbre pouvant conduire à retarder une prise en charge médicale et à un recours tardif à l'hôpital, nettement plus coûteux, voire à accroître le montant des créances non recouvrées des hôpitaux en cas de difficultés à établir des droits au titre de l'AME ; le deuxième effet pourrait être celui de risques sanitaires sérieux du fait des

retards induits sur le recours aux soins

ambulatoires par la population concernée [...] » Ainsi, ce rapport était dans les mains de Roselyne Bachelot puis de Xavier Bertrand et Nora Berra au moment où ils se sont opposés aux sénateurs qui avaient retiré de la loi de finances la disposition demandant un droit d'entrée de 30 euros pour bénéficier de l'AME. À la lumière de ce rapport, la bataille du gouvernement pour réintroduire la mesure apparaît d'autant plus clairement pour ce qu'elle est : une mesure aggravant le racisme d'État qui n'a rien à voir avec de prétendues économies.

Un parfum de sexisme

« Il était un petit cordonnier qui faisait bien les souliers, il les faisait si juste qu'il n'y avait rien d'plus juste, il les faisait tout drêt, pas plus qu'il n'en fallait [...] » Ainsi commence une gentille

comptine incluse dans un DVD intitulé *Mes Premières Chansons* à destination des petits et moins petits, puisqu'il s'agit d'une version karaoké avec le texte qui défile. Donc ce petit cordonnier va ensuite à la ville puis au cabaret, boire une petite goutte, puis « Quand à la maison il rentrait, sa petite femme il battait, il la battait si juste, qu'il n'y avait rien d'plus juste, il la battait tout drêt, pas plus qu'il n'en fallait ». Le tout illustré par un dessin animé montrant le petit cordonnier filer des tartes à sa femme. Heureusement, le couplet suivant explique que le soir pour la consoler, sa petite femme il embrassait... On attend avec impatience la vidéo d'un viol ou d'un crime raciste. Autant s'y prendre le plus tôt possible.

en bref...

Les évaluations nationales ne passeront pas par nous! Appel du réseau des enseignants du primaire en résistance: 200 enseignants d'école primaire et plusieurs personnalités du monde pédagogique ont relayé sur les médias un appel à refuser de faire passer aux enfants de CM2 des évaluations nationales. On ne peut pas évaluer l'ensemble des savoirs des élèves en janvier, d'autant que les évaluations portent sur les connaissances de toute l'année scolaire, même celles qui n'ont pas été travaillées en classe. C'est un peu comme si on faisait passer aux élèves de terminale, le bac en janvier... Par ailleurs, ces évaluations sont corrigées avec seulement des 0 et des 1, par exemple, un élève qui sait faire dix multiplications a 1 et celui qui n'en a fait que neuf a 0, comme celui qui n'en a fait aucune... C'est uniquement la « performance individuelle » qui est validée, et non un chemin d'apprentissage.

À l'évidence, les résultats, qui sont compilés sur des systèmes informatiques (couplés à Base élèves pour le « suivi » et le fichage des élèves, servent à un pilotage libéral du système par les chiffres de chaque établissement, de chaque élève. Ces enseignants font le choix de l'entraide, de la coopération et des progrès partagés avec des équipes de professionnels qui aident les enfants à apprendre. Ils refusent la mise en concurrence des établissements, des élèves et la marchandisation des savoirs et des écoles. Avec eux, nous appelons les équipes pédagogiques à boycotter ce dispositif d'évaluations nationales. Déjà des sections syndicales départementales SNUIPP et SUD soutiennent cet appel. Il est possible de signer en ligne sur: <http://resistancepedagogique.org/>

Le PCF et Mélenchon. Le PCF entre dans une nouvelle zone de turbulences à l'approche de la présidentielle. Son Conseil national vient de voter par 80 voix contre 34 et 3 abstentions, une « Adresse aux communistes » qui réaffirme la volonté du parti de se battre dans le cadre du Front de gauche pour « une nouvelle majorité de gauche capable de mettre en œuvre avec notre peuple des mesures de changement favorable à ses intérêts. » Pour le moment, la direction se contente de lancer un appel à candidatures et dément avoir choisi comme candidat Jean-Luc Mélenchon, malgré les affirmations du Monde. Ceci dit, le choix que devra faire la direction du PCF est compliqué, entre une candidature PCF qui risque un score dérisoire et un ralliement au leader d'un PG de quelques milliers de membres, ralliement que de nombreux communistes refuseraient, avec alors la possibilité d'une

candidature dissidente comme celle du député André Gerin. Une Conférence nationale se tiendra les 3 et 4 juin pour faire des propositions de candidats aux militants qui voteront les 16, 17 et 18 juin. Mais sans attendre, André Chassaigne vient d'envoyer une longue « lettre ouverte aux communistes » pour confirmer sa candidature et demander à ce que les instances du parti décident enfin de le soutenir. S'estimant le meilleur candidat du Front de gauche, il propose un programme et une stratégie qui sont très proches de ceux de la direction de son parti.

MEDIATOR **Les médicaments malades du profit**

Le scandale du Mediator aura entre autres un mérite: ouvrir le débat sur la politique du médicament. Le lanceur d'alerte: la revue médicale *Prescrire*, qui forte de ses 29000 abonnés, refuse « subventions, publicité et actionnaires ». Son diagnostic sur la politique du médicament est sans appel: « Manque d'indépendance des agences publiques chargées de l'évaluation des médicaments, tant à l'échelle nationale qu'euro-péenne, pharmacovigilance abandonnée aux firmes, formation et information des professionnels de santé majoritairement produites et financées par l'industrie elle-même, décisions publiques où les intérêts économiques ont pris le pas sur la sécurité des populations. »

Car les 500 morts du Mediator, avec l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) qui refuse de retirer le médicament, ne sont pas des cas isolés. L'efficacité du buflomedil n'est que marginale, il favorise les convulsions, il est toujours en vente! En 2004, MSD retire du marché le Vioxx et indemnise les patients à hauteur de 3,64 milliards d'euros. Son anti-inflammatoire de la famille des coxibs favorisait les infarctus. Pourtant l'an passé, MSD lance en France son petit frère de la même famille, l'Arcoxia. Alors que les autorités de santé américaines refusent sa mise sur le marché, l'Afssaps l'autorise. Alors que la commission de transparence refuse d'abord son remboursement, elle l'accepte dans un deuxième temps!

Scandale sanitaire, mais aussi scandale des prix. On ne compte pas les médicaments qui ne sont guère que la copie d'un médicament plus ancien, et qui obtiennent prix élevés et prolongation des brevets. On ne parle pas du vaccin Gardasil, contre le cancer du col de l'utérus, dont chacune des trois injections coûte 123,66 euros, remboursées à 65% par la Sécurité sociale, donc notre salaire, alors que son efficacité reste encore largement à démontrer. Certains veulent tuer la Sécu, d'autres ont décidé « d'en profiter ». Avec l'accord complice des gouvernements de droite et de gauche qui délivrent les autorisations de mise sur le marché et fixent les prix, baissent le taux de remboursement, mais acceptent des prix incroyables pour des médicaments aux bénéfices incertains... sauf pour les poches des labos.

Il ne faut pas seulement mettre l'industrie pharmaceutique « sous contrôle ». Trop souvent, elle concentre ses recherches sur les marchés solvables, et « oublie » d'investir pour trouver un vaccin contre le paludisme ou le sida. Hier, elle n'hésitait pas à mettre en procès le gouvernement sud-africain qui osait produire des génériques pour lutter contre le sida. Le médicament n'est pas une marchandise. Il doit faire partie des biens communs de l'humanité. Les axes de la recherche doivent être le fruit de confrontations citoyennes et scientifiques indépendantes, à l'échelle internationale, la production ne doit pas respecter les sacro-saints brevets et le droit de propriété. Les médicaments indispensables doivent être distribués gratuitement. Cela ne peut se faire qu'en retirant l'industrie pharmaceutique du marché, qu'en socialisant recherche et production, sous le contrôle indépendant des citoyens et des scientifiques.

Frank Cantaloup

Loppsi 2, surveiller et punir

La « loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure » passe en dernière lecture au Sénat le 18 janvier. Contre ce dangereux fourre-tout sécuritaire et liberticide, des manifestations sont appelées samedi 15 janvier.

Le projet cible les pauvres, les précaires, les jeunes, les militants ou internautes. Mais tout le monde est concerné par son champ très large: fichiers, filtrage Internet, vidéosurveillance, sécurité privée, échanges électroniques et perquisitions informatiques, raison d'État, périodes de sûreté, peine minimale, surveillance judiciaire, sécurité routière, police municipale, réserve civile et volontaire de la police nationale, vente à la sauvette, occupation de terrain, visioconférence, douanes et impôts, étrangers, dépistage obligatoire, victimes vulnérables, mineurs, supporters sportifs, transports en commun, saisies...

Dans tous ces domaines, il s'agit de surveiller et punir, de renforcer toujours plus la répression des pauvres, des jeunes, des immigrés, des militants.

Au sujet du logement, à l'heure où la loi sur le droit au logement opposable (Dalo) montre ses limites faute de volonté politique et de moyens, Loppsi permettra l'expulsion et la destruction en 48 heures, sans contrôle du juge, des d'habitats jugés hors-norme sur terrains public ou privé (tentes, cabanes, caravanes, yourtes, mobil home, maisons autoconstruites, bidonvilles, camions aménagés, etc.). De même, toute occupation d'un lieu inhabité pourra être suivie d'une expulsion immédiate sur simple demande du préfet, sans l'avis du propriétaire.



Paris, 15 décembre, rassemblement du DAL contre la loi Loppsi2. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)

La loi généralise le fichage et la vidéosurveillance, rebaptisée « vidéo protection ». Les fichiers de police et de gendarmerie, truffés d'erreurs, incontrôlables et incontrôlés, sont reconduits, étendus et interconnectés. Les personnes innocentes resteront fichées. En décembre 2008, la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) révélait qu'après vérification, sur les 5,5 millions de fiches de personnes mises en cause, seules 20% ne comportaient pas d'erreur.

Les entreprises privées pourront installer des caméras aux abords de leurs établissements et les préfets le long des manifestations. La police aura un accès en direct aux images captées dans les parties communes d'immeubles. Les pouvoirs de la police

municipale sont renforcés et l'instauration d'un vague « Conseil national des activités privées de sécurité » entérine la privatisation croissante de la sécurité. Des pouvoirs accrus sont donnés aux agents de sécurité de la SNCF et de la RATP. Loppsi met en place un contrôle renforcé des prestations sociales, obligeant les travailleurs sociaux à faire de la délation. Les préfets pourront instaurer un couvre-feu pour les enfants de moins de 13 ans et une procédure de comparution immédiate devant le tribunal pour enfants est mise en place. Le bracelet électronique pourra être imposé sur simple décision administrative aux sans-papiers. La vente à la sauvette et la vente de métaux sont pénalisées. La période de

sûreté passe de 22 à 30 ans pour certaines condamnations à perpétuité. Des peines planchers de six mois à deux ans d'emprisonnement seront infligées dès la première infraction en cas de violence.

Voilà un bref aperçu de quelques mesures.

Contre cette loi, des collectifs de mobilisation se sont constitués comme à Toulouse, Montpellier, Clermont-Ferrand, Paris et Saint-Nazaire. Mais les mobilisations ne sont pas encore à la hauteur car cette loi menace nos libertés et aggrave l'injustice sociale. Pour qu'elle ne voit pas le jour, le NPA, partie prenante de la mobilisation, sera présent aux manifestations le samedi 15 janvier.

Anne Leclerc



Algérie, le 6 janvier. (REUTERS/STR New)

Côte d'Ivoire, et que dit la société civile ?

Pour la Convention de la société civile ivoirienne, seule l'organisation de nouvelles élections pourrait sortir le pays du borbier actuel.

Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara ont été déclarés tous les deux vainqueurs de l'élection présidentielle ivoirienne du 28 novembre 2010, l'un par le Conseil constitutionnel, l'autre par la Commission électorale. La Côte d'Ivoire est un des pays les plus riches de la sous-région (35% du total du PIB de la Cedeao) et la crise qu'elle traverse depuis maintenant une bonne décennie est un facteur de déstabilisation, avec des conséquences économiques importantes. Élu en 2000, Laurent Gbagbo a maintenu et développé, derrière une rhétorique anti-impérialisme français de façade, d'étroites relations politico-économiques avec l'ancienne puissance coloniale au travers de ses propres réseaux français. Alassane Ouattara, ex-Premier ministre du président Houphouët Boigny qui a dirigé le pays de l'indépendance jusqu'à sa mort en 1993, et ex-directeur adjoint du FMI, a l'avantage, du point de vue des grandes puissances occidentales, d'avoir fait ses armes auprès des cercles dirigeants de l'impérialisme qui le jugent certainement plus aux normes. Alors, pro-Gbagbo ou pro-Ouattara? Entre les deux, il faudrait, semble-t-il, choisir impérativement son camp. Les opinions sont très partagées, et les débats, entre IvoiriensNEs et AfricainEs notamment, sont souvent houleux. En fait, la première question à laquelle il faudrait s'efforcer de répondre c'est plutôt celle de savoir qui, de Gbagbo ou Ouattara, a réellement gagné les élections. Or, c'est la seule question à laquelle on a refusé d'apporter une réponse incontestable, y compris la communauté internationale. Au lieu de quoi, sont brandis par les uns la menace d'une intervention militaire pour déloger Gbagbo, et par d'autres celle d'une extraction forcée d'Alassane Ouattara de l'hôtel où il s'est retiré, avec, dans les deux cas, l'acceptation implicite que la population, qui subira inévitablement les effets désastreux de toute intervention violente dans le conflit, sera comptée parmi les inévitables «dégâts collatéraux». Pourtant, d'autres propositions existent, émanant notamment de la société civile ivoirienne organisée. Ainsi, par exemple, lors de sa récente deuxième convention générale, la Convention de la société civile ivoirienne (CSCI), qui regroupe une centaine d'organisations nationales (centrales syndicales, ONG, partis politiques, chefferies traditionnelles, organisations religieuses), et qui avait pour sa part reconnu la victoire de Ouattara, a néanmoins appelé les deux protagonistes à adresser des messages d'apaisement à leurs militanEs, s'est opposée au recours à toute intervention armée pour le règlement de la crise, et a proposé comme principale revendication la réorganisation du scrutin pour conférer une légitimité incontestable au futur président. Dans l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la Côte d'Ivoire, avec la mare aux caïmans politiques (locaux ou internationaux) qui prennent en tenaille tout un peuple, la société civile ivoirienne devrait être écoutée plus attentivement.

Groupe de travail «Afriques» du NPA.

La révolte des exclus

ALGÉRIE. Le 5 janvier des centaines de jeunes se sont révoltés. À l'origine de leur colère, les augmentations de prix, le démantèlement du secteur informel, mais aussi l'absence d'avenir dans un pays où la population est abandonnée alors que les capitalistes sont privilégiés.

Le mouvement émeutier semble allumer ses derniers feux mais, par son ampleur nationale et son impact, il peut constituer un tournant dans la situation.

À travers des centaines de quartiers urbains, des groupes de jeunes ont, depuis le 5 janvier, fermé les routes, brûlé des pneus, des voitures, mais aussi des banques privées ou publiques, des bureaux de poste, des écoles... Ils ont pillé des magasins et plus rarement des passants.

Cinq morts, 800 blessés. Ce n'est pas octobre 1988 ni le printemps 2001 et leurs tirs sur les révoltés, ni la Tunisie de 2011 d'ailleurs. La police, omniprésente sous le prétexte du terrorisme, a déserté l'espace urbain. Le ministre de l'Intérieur se flatte d'une capacité de retenue de ses troupes se contentant d'arrêter un millier de jeunes, plutôt au hasard.

En prévision de l'interdiction des gros paiements en espèces de mars 2011, les gros monopoles privés de l'agroalimentaire se sont résignés aux procédures légales. Leurs grossistes distributeurs ont refusé les enlèvements.

Pénurie, spéculation. Hausse immédiate des prix dès le 1^{er} janvier. C'est ce qui déclenche la révolte. Mais le début de démantèlement des marchés informels avait déjà donné lieu à des affrontements. La distribution de milliers de logements sociaux, une goutte dans l'océan des

besoins, était accompagnée de violences dans chacun des bidonvilles concernés, et semait le mécontentement alentour. Depuis plusieurs mois, ça bouillonne. Une agressivité nouvelle s'exprime à l'égard de Bouteflika et de son régime qui distribue les milliards de dollars aux affairistes nationaux dont l'ascension rapide heurte une tradition populiste égalitariste. Mais on fulmine aussi quand les Émiratis acquièrent au dinar symbolique un parc de 670 hectares dans les beaux quartiers d'Alger, ou quand on lit dans la presse que Pierre Falcon, marchand d'armes français, était chargé de redistribuer la commission de 20% du marché de l'autoroute (11 milliards de dollars). Mal-vivre des jeunes privés d'emploi, de logement de loisirs dans une société rigoriste...

Aucun slogan, aucun mot d'ordre, aucune structuration. Belhadj (FIS) et Layada (MIA) qui tentent le contact sont rejetés. On n'entend plus les rumeurs sur les complots de militaires du pouvoir, on parle de chômage, des gros producteurs privés, des grossistes, des importateurs et de la misère des salariés et des pauvres gens.

Cette situation est la conséquence de 20 ans de libéralisme: démantèlement des entreprises publiques qui assuraient la protection sociale et un plein emploi relatif. Essor du secteur privé parasitaire qui généralise la précarité et le travail au

noir. Envahissement par l'informel. La qualification dans un système scolaire prolifique devient alors inutile.

La tradition émeutière depuis 30 ans gaspille la combativité sociale. Les destructions ont réussi à transformer une sympathie générale en une hostilité qui s'organise pour préserver sa cité ou sa rue. L'émeute est le résultat d'une politique qui maintient l'état d'urgence, refuse les agréments aux syndicats, partis, associations, journaux, empêche les réunions, matraque les marches, les grèves et ne laisse d'issue que l'émeute.

L'envergure des événements de 2011 peut produire une ouverture mais le pouvoir peut être tenté par une fuite en avant autoritaire et se servir des réflexes d'auto-défense contre les pillards. Sur le plan économique, le gouvernement s'aplatit devant le lobby de l'agroalimentaire dispensé d'impôts et de taxes douanières jusqu'en août prochain. Il dit renoncer à libérer l'espace public des commerces informels. Des bagarres au couteau ont accompagné la reconquête des trottoirs évacués ces dernières semaines.

L'enjeu est aussi celui du maintien ou non du virage patriotique et de ses mesures protectionnistes. La bourgeoisie, les grands quotidiens font campagne pour obtenir un retour à la norme ultralibérale, revendiqué par la fraternité mondiale des pillards capitalistes.

Chawki Salhi, Alger, le 11 janvier

en bref...

Grèce : le mur de la honte. Le gouvernement Pasok veut construire un mur sur une partie de la frontière gréco-turque, pour empêcher le passage des réfugiés venus d'Orient ou d'Afrique (90% des entrées en Europe se feraient par la Grèce). Le socialiste Papandreu joue ainsi une carte abjecte : comme le souligne l'hebdo *Epochi*, l'un des buts est de caresser le racisme qui monte ces derniers mois, attesté par les 5% d'une liste néonazie aux municipales à Athènes. Autres projets : ouvrir des camps militaires désaffectés ou des plateformes flottantes comme centres d'accueil (récemment, le Pasok protestait contre les mauvais traitements infligés aux réfugiés), durcir encore les contrôles (en ce moment, des Afghans se mobilisent sans réponse depuis des semaines pour obtenir le statut de réfugiés politiques). Même le haut commissariat aux réfugiés pour l'ONU s'inquiète : si les réfugiés ne peuvent plus passer en Grèce, il leur sera impossible de faire des demandes d'asile ! On

verra donc augmenter les drames comme les deux noyades cette semaine dans le fleuve frontalier, la misère et l'exploitation des immigrés réduits à la clandestinité s'intensifieront.

À gauche du Pasok, tout le monde proteste, mais le mouvement antiraciste doit passer la vitesse supérieure, et la riposte doit être aussi européenne : pour une politique d'accueil généreuse en Europe des milliers de réfugiés des guerres et de la misère, retraits de toutes les troupes européennes des sales guerres en Afghanistan ou ailleurs !

Une décision juste de Lula. Avant de céder sa place à Dilma Rousseff, le président du Brésil, Lula da Silva, a refusé d'extrader vers l'Italie l'ancien militant d'extrême gauche, Cesare Battisti. Celui-ci a été condamné par contumace en Italie pour avoir participé, durant les «années de plomb», à quatre homicides dont il s'est toujours proclamé innocent. Après s'être échappé

de prison, il s'est réfugié en France, en 1990, où il a bénéficié de la «jurisprudence Mitterrand» qui acceptait d'accueillir d'anciens militants en échange de leur renoncement à l'action terroriste. Battisti a reconstruit sa vie jusqu'au jour où, vingt ans plus tard, le gouvernement de Chirac-Raffarin mit fin à l'accord engageant l'État français en décidant de l'extrader vers l'Italie où il était sûr de passer 30 ans en prison sans pouvoir être jugé. Battisti s'est alors enfui au Brésil en 2007 où il a été arrêté et est toujours en prison. Grâce à son statut de réfugié politique, il devrait retrouver la liberté.

Le peuple islandais ne se laisse plus dicter sa loi. Le 27 novembre 2010, les Islandais ont élu une Assemblée constituante composée de 25 citoyens et chargée de réécrire la Constitution pour tirer les leçons de la crise financière qui a frappé le pays en 2008. Tout le monde a pu se présenter à cette élection à l'exception des élus

nationaux, il suffisait d'être soutenu par au moins trente personnes. La Constituante va se réunir en février pour rédiger une proposition de Constitution avant l'été. On se souvient que 93% des Islandais ont voté par référendum, en mars 2010, contre le remboursement aux Pays-Bas et au Royaume-Uni de la dette de 3,5 milliards d'euros laissée par la banque en ligne Icesave. Ce remboursement, demandé avec insistance par l'Union européenne, serait revenu, pour chaque Islandais, à déboursier pendant dix ans une somme d'environ 100 euros par mois. Les trois principales banques ont déjà été nationalisées et la nationalisation des ressources naturelles est une des propositions discutées pour la nouvelle Constitution. Référendum, Assemblée constituante démocratiquement élue, refus de céder à l'Union européenne, de bons exemples à suivre de près. Même si le gouvernement islandais est pro-Europe et FMI, cela montre que certaines choses sont possibles, dès maintenant.

Précarité fonction

Le gouvernement vient de préciser son projet de loi concernant les non-titulaires de la fonction publique. Non seulement il n'améliore pas le sort du million de salariés concernés mais il risque en plus de légaliser la précarité et de devenir une arme redoutable contre le statut de fonctionnaire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Christian Jacob (patron des députés UMP à l'Assemblée) a laissé entendre dernièrement que la garantie de l'emploi des fonctionnaires pourrait être remise en cause.

Cette loi s'inscrit dans le prolongement des politiques libérales qui depuis plus de 20 ans s'attaquent aux services publics, par la privatisation de certains services et la réduction des effectifs de fonctionnaires et par le développement de la précarité.

Celle-ci est plus répandue que dans le secteur privé et les non-titulaires du secteur public ont encore moins de droits que les contractuels du privé.

- 16,5% de contrats précaires (1 million) dans le secteur public contre 12% dans le secteur privé!
- Les trois quarts des non-titulaires sont en CDD, selon le dernier rapport sur l'état de la fonction publique.
- 68% des non-titulaires sont des femmes.

Cette situation n'est pas près de s'améliorer car le gouvernement, par la voix de George Tron, exclut notamment toute titularisation en masse des personnels contractuels et précaires.

Les mesures phares du projet de loi sont :

- La généralisation du CDI contre le statut.
- L'élargissement du CDD de trois ans à toutes les catégories!
- Les 5% de non-titulaires en CDI auront le droit de passer un concours spécifique, mais il sera à négocier localement avec les employeurs dans un contexte de réduction des effectifs!
- Un nouveau type de contrat, dit « contrat de projet », à l'image des contrats de mission dans le privé, verrait le jour. Il serait « articulé autour d'un objet déterminé et non d'une durée » (Les Échos).
- Le salaire versé en fonction des performances et individualisé.

Face à ces propositions, les syndicats ont exprimé leur insatisfaction. Certains semblent prêts à accompagner la réforme en échange de quelques concessions mineures du gouvernement. D'autres comme la CGT, FSU et Solidaires militent toujours pour une loi de titularisation, pour l'arrêt du recrutement de non-titulaires et, a minima, l'égalité des droits pour ceux qui ne seraient pas titularisés.

La mobilisation des précaires reste cependant difficile à organiser, en raison de la peur de perdre son emploi, la difficulté pour les syndicats (essentiellement de fonctionnaires) à donner toute leur place aux revendications et aux luttes des précaires et à unifier les revendications des titulaires et des non-titulaires.

La construction d'une mobilisation comme celle du 20 janvier peut être l'occasion de changer la donne, de créer du lien entre les uns et les autres, de sortir les non-titulaires de leur isolement et de remettre sur la table la nécessité de développer les emplois statutaires dans les services publics.

Le 20 janvier doit être une étape pour construire sur la durée une mobilisation contre cette loi que le gouvernement veut faire passer d'ici le mois d'avril. Il faut soutenir toutes les actions contre la précarité et relancer les perspectives de convergence avec celles de défense et de développement de l'emploi statutaire et des services publics.



Fonction publique territoriale

Les collectivités territoriales embauchent 31% de non-titulaires (dont 5% de contrats aidés) soit près de 500 000 personnes. 68% sont des femmes et 41% sont à temps partiel imposé. Elles concernent notamment les écoles (cantines, agents spécialisés des écoles maternelles, agents de service), les assistantes familiales et assistantes maternelles, l'animation, le sport, la culture, l'informatique, l'insertion et le développement local...

Depuis 25 ans, la précarité de l'emploi se développe pour plusieurs raisons. D'abord, pour restreindre les coûts de fonctionnement. La réforme des collectivités territoriales peut accélérer ce processus. En prévoyant des sous-effectifs de fonctionnaires, les collectivités font appel à des non-titulaires, en fonction de pics d'activité et quand les fonctionnaires n'en peuvent vraiment plus! Ensuite, elle illustre l'absence de volonté politique de création de nouveaux corps et cadres d'emplois répondant à des besoins sociaux notamment dans les secteurs de la petite

enfance, la jeunesse, l'insertion, l'environnement et le développement local, sans parler des services à la personne et au troisième âge, délaissés au profit du secteur privé.

Seules des luttes locales ont permis des titularisations, comme à Montpellier, au Mans ou au conseil général de Seine-Saint-Denis. Des animateurs, des agents de service, des agents des cantines ou Asem (Paris) ont été titularisés ou reconduits vers des temps complets.

Mais il est difficile d'empêcher le recrutement de nouveaux non-titulaires et d'enrayer la précarisation et le remplacement des fonctionnaires par des précaires.

Dans la continuité du mouvement des retraites, pendant lequel les territoriaux se sont beaucoup investis, il est temps de relancer les batailles sur l'emploi, la défense du statut et des services publics, en partant de la prochaine journée d'action le 20 janvier!

Les précaires de l'Éducation nationale

Dans la fonction publique d'État, l'Éducation nationale est le premier employeur d'agents non titulaires. En 2009-2010, elle employait 165 000 précaires, 57 000 contrats aidés et 17 000 aides éducateurs. Parmi eux, plus de 22 000 sont des personnels enseignants ou conseillers principaux d'éducation (CPE) et 5 700 sont vacataires. Les non-titulaires représentent 5% de l'ensemble des personnels du second degré. Leurs conditions d'exercice et de rémunération, en remplacement ou dès la rentrée sur des postes vacants, en raison de la suppression de 16 000 postes de titulaires, n'ont cessé de se dégrader.

Le ministère de l'Éducation a recours à ces contrats pour des missions d'aide à la direction, de surveillance, ou d'accompagnement des élèves en situation de handicap... des missions indispensables

pour le fonctionnement du système éducatif. Depuis le 1^{er} janvier 2010, à l'occasion de la promulgation du contrat unique d'insertion (CUI), le gouvernement peut légitimement précariser davantage les non-titulaires en alignant l'ensemble des contrats sur le plus petit dénominateur commun en termes de salaire et de droits : contrat de six mois renouvelable jusqu'à quatre fois, payé sur la base de 20 heures modulables au Smic horaire. Quant aux assistants d'éducation, leur embauche et renouvellement ont été contractualisés sur la base des mi-temps. C'est donc avec un salaire d'environ 600 euros par mois que l'ensemble des ces personnes (sur)vivent. Dans le cadre de la mobilisation nationale du 20 janvier, il est urgent d'exiger la titularisation de tous les personnels précaires de l'Éducation nationale.

Précarité et fonction publique

20 janvier 2011

Rassemblements et manifestations dans toute la France devant les préfectures contre la précarité et pour la titularisation de tous les précaires de la fonction publique. À Paris, RV à 12h15 à Jussieu, en direction de la préfecture de Paris, boulevard Morland.

Enseignement supérieur et recherche : précarité généralisée

Selon un recensement de l'intersyndicale nationale, l'enseignement supérieur et la recherche concentrent entre 40 000 et 50 000 précaires. Dans certains laboratoires, la proportion d'agents non titulaires dépasse les 50%. C'est une des conséquences du financement de la recherche sur projets par l'Agence nationale de la recherche (ANR) qui attribue des crédits aux équipes de recherche pour une durée limitée. Ces crédits comprennent des emplois en CDD pouvant aller jusqu'à trois ans sur le même poste. À cela s'ajoute la volonté d'externaliser certains services (informatique, maintenance, soutien à la recherche...) et d'augmenter la mobilité des personnels techniques avec un objectif de mutation tous les quatre ans.

Dans les universités, l'application de la LRU¹ transforme les présidents en véritables chefs d'entreprise. Le recours aux CDD se généralise sur des postes « pérennes ». De nouvelles méthodes de management apparaissent.

La pression sur les personnels, titulaires ou non, et la souffrance au travail s'accroissent. Les mécanismes en cours sont comparables avec ce qui a pu se passer à La Poste ou à France Télécom, le code du travail en moins puisque les agents non titulaires ont moins de droits que dans le secteur privé !

Dans cette situation catastrophique, des résistances apparaissent. Des personnels ont décidé de relever la tête comme les agents de ménage de Jussieu à Paris, qui ont mené une grève exemplaire pour obtenir la titularisation de la moitié d'entre eux et le renouvellement de contrat pour les autres (voir *Tout est à nous!* n°81). Cette victoire doit montrer la voie à l'ensemble du secteur pour obtenir un plan de titularisation de tous les agents non titulaires.

1. Loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Mouvement social à l'ENS

À l'École normale supérieure (ENS) de Paris, l'assemblée générale (AG) a associé de façon volontariste les Biatoss (personnels administratifs, techniques et de bibliothèques) au mouvement contre la réforme des retraites. À la fin du mouvement national, une lutte locale a pris le relais, caractérisée par une forte auto-organisation, une participation massive des Biatoss aux AG et une orientation combative, sur les mots d'ordre suivants : titularisation des contractuels, augmentation salariale, facilitation de l'accès au logement, recrutements d'effectifs. Le NPA est partie prenante de ce combat. Les actions ont été assez radicales (blocages de services stratégiques de l'école et du conseil administratif). La direction, au nom de considérations douteuses d'ordres légal et économique, refuse d'entendre nos revendications mais a tout de même concédé l'attribution d'une prime et le passage en CDI pour les CDD les plus anciens. Mais cela ne suffit pas. Malgré les tentatives de répression, la lutte se poursuit donc par la grève en cette rentrée 2011.

Les vacataires de Tolbiac

Le passage à l'« autonomie » des universités à Paris 1 (rue Tolbiac) comme dans d'autres universités se passe mal. Depuis le début de l'année universitaire, une partie des contractuels n'a pas été payée. Face au mépris et à l'inefficacité de la direction de l'université, les personnels de la bibliothèque universitaire du site de Tolbiac se sont organisés en solidarité avec ces contractuels et ont menacé de se mettre en grève. Cela a suffi pour qu'une partie des salaires soit versée mais la mobilisation se poursuit. Les revendications portent notamment sur le paiement rapide de l'intégralité des salaires, une indemnisation des personnes concernées et la mise en place d'avances sur salaire.

Vous pouvez télécharger le rapport final de l'enquête sur la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche 2009 sur www.precarite-esr.org



(PHOTO THÉQUE ROUGE/GP)

Hôpital: des pré « care » par milliers

L'hôpital public est un grand employeur de personnel précaire, à tous niveaux. Cela va des médecins à diplôme étranger, sans lesquels les services hospitaliers ne fonctionneraient pas, aux « contrats aidés » que l'on retrouve sur tous les postes non qualifiés en passant par les personnels de toutes catégories : infirmières, aides soignants, personnels administratifs et ouvriers recrutés pendant des mois en CDD avant un hypothétique stage dans la fonction publique...

Selon le dernier rapport 2009-2010 sur l'état de la fonction publique, la part des agents non titulaires dans la fonction publique hospitalière est passée de 9,6% des effectifs en 1998 à 14,6% en 2008 ! 152 000 agents non titulaires sont officiellement recensés, un chiffre très en dessous de la réalité.

Les « plans de retour à l'équilibre » financier et le nouveau « management » de l'hôpital, instauré par le

« plan Hôpital 2007 » et la loi Bachelot, ne peuvent qu'accélérer cette évolution. Les frais de personnel constituant de 70 à 80% des budgets hospitaliers, ils sont la principale « variable d'ajustement » pour réduire les prétendus « déficits » des établissements. Les personnels précaires sont bien sûr les premiers « mis en fin de contrat » en cas de suppression d'emplois.

Petit à petit s'instaure un nouveau mode de fonctionnement des services autour d'un effectif très réduit de personnels titulaires, complété en fonction des besoins par des recrutements provisoires de salariés « Kleenex » pour des remplacements provisoires ou en cas de surcroît d'activité, puis « jetés » aussitôt après. Ce qui, bien entendu, a des effets sur la qualité et la fiabilité des soins.

Les propositions du NPA

- Retrait des propositions gouvernementales.
- Titularisation sans condition de tous les non-titulaires (étrangers, contrats aidés, vacataires y compris) avec le transfert des droits acquis.
- Un CDI pour tous et toutes, public comme privé (avec statut de fonctionnaire pour le public).
- Développement des services publics, créations d'emplois et de nouveaux services publics.
- Renationalisation et remunicipalisation de tous les services externalisés et privatisés.
- Suppression de la loi de mobilité.
- Les mêmes droits pour tous et toutes dans les services publics.



www.stop-acta.info/francais

Si « Acta » est encore un traité secret et quasi inconnu par le commun des mortels, sachez pourtant que dans le plus grand secret l'« Anti-Counterfeiting Trade Agreement », proposé pour la lutte contre le piratage, est en pleine phase de négociations... Les fuites qui émanent de ces discussions ne sont pas très rassurantes pour nos droits et libertés les plus élémentaires. Si vous souhaitez y voir plus clair, visionnez cette petite vidéo fort intéressante : www.dailymotion.com/video/xf28tk_faites-tourner-alerte-citoyenne-no_news

l'essai

LES INTELLECTUELS, LA CRITIQUE ET LE POUVOIR

Revue Agone
n° 41/42
288 pages
22 euros



Café de Flore, boulevard Saint-Germain, à Paris, mardi 30 novembre : dans ce petit écrin pour mondains friqués, BHL célébrait les 20 ans de *la Règle du jeu*, revue philosophique qu'il dirige et division blindée au service de la société de marché et de toutes les grandes causes impérialistes. Tout le petit monde intellectuel et artistique parisien s'y pressait. Vous me direz que tout ceci n'est pas très intéressant, et vous aurez raison. Mais c'était l'occasion rêvée de vous parler du double numéro 41/42 d'Agone, une revue d'un tout autre calibre. Consacrée pour l'essentiel à la question de la place et du rôle des intellectuels, elle déboulonne quelques figures (Sollers, Debray, Rosanvallon...), exhume des pièces du débat aujourd'hui indisponibles (Makhaïski, Rizzi...) et mène deux entretiens particulièrement intéressants avec Noiriel et Bouveresse. À signaler par ailleurs, la contribution d'Adam Garuet, intitulée *Radical, chic et médiatique* : Badiou, Zizek, Brossat, Vidal, il n'épargne personne ou presque, critiquant un vocabulaire souvent obscur et des jeux de langages déconnectés des luttes concrètes des classes laborieuses. Ce volumineux dossier réunit les éléments d'un débat que le NPA devra prendre à bras le corps s'il veut parvenir à se doter de capacités d'analyses et d'élaborations collectives qui ne soient pas confisquées par les professionnels de la pensée et par les réseaux universitaires en particulier. En accord ou non avec les conclusions exposées dans ce numéro, ce qui frappe avec cette revue, c'est sa grande qualité : exigence éditoriale, excellente tenue des contributions, elle se donne les moyens d'exposer ses arguments et de mener le débat, en particulier sur la place des intellectuels critiques. Avec une bonne dose d'autodérision, comme le démontrent les deux textes d'Alain Accardo – en particulier *Sur l'action politique du penseur critique* – qui invite à dépasser le seul « stade des idées » pour se plonger dans l'arène de la lutte des classes!

Henri Clément

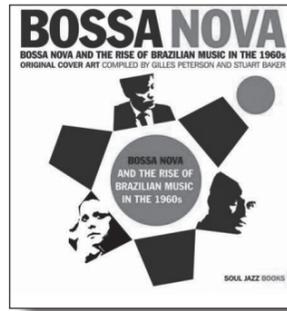
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



**CINÉMA
MÊME LA PLUIE**

En 2000, à Cochabamba, une équipe espagnole démarre le tournage d'un film retraçant l'esclavage et le massacre des Indiens par les conquistadores. Au même moment, une révolte populaire éclate contre la privatisation de l'eau. Les Boliviens embauchés pour jouer les Indiens opprimés quittent le tournage pour participer aux manifestations. Parmi eux, Daniel, interprétant le chef rebelle dans le film, est un leader de l'insurrection populaire, au grand dam du réalisateur et du producteur, Sebastian et Costa. Ceux-ci, avec les acteurs espagnols, sont confrontés à la réalité des crimes qu'ils dénoncent à travers leurs personnages et à leurs propres contradictions. Le parallèle entre les scènes de tournage et les scènes d'actualité est très bien dosé, évitant le sentimentalisme et la caricature.

Gilles Pagaille



**MUSIQUES
BOSSA NOVA and the rise of
Brazilian music in the 1960's**

Soul Jazz Books
La Bossa nova marque l'entrée de la musique brésilienne dans la « pop culture » au milieu des années 1960. Pourtant l'émergence de ce style, jouant sur l'élégance, la légèreté et une certaine conception de la « dolce vita » à la mode carioca, se heurte rapidement à la dure réalité du temps, avec dès 1964 le coup d'État militaire et son cortège répressif. Ce contraste politique ne doit pas masquer l'incroyable vitalité optimiste et sophistiquée que des musiciens comme Antônio Carlos Jobim, Gilberto Gil ou Vinícius de Moraes ont su insuffler dans leurs chansons, dégagant aux côtés des formes plus populaires, un nouvel esthétisme, bref une autre image du Brésil. La sortie de ce CD est accompagnée par la publication d'un livre racontant cette histoire et reproduisant les pochettes splendides des 33t de l'époque, reflet visuel parfait de ce paradigme musical idéaliste.

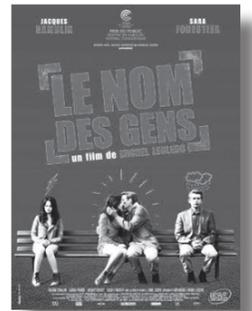
King Martov



**BD
IMMIGRANTS**

Futuropolis, 19 euros
À l'heure où le sinistre Hortefeux poursuit ses basses besognes au ministère de l'Intérieur, treize auteurs de bande dessinée et six historiens retracent l'histoire et des histoires concernant l'immigration. Sous la houlette de l'auteur Christophe Dabitch, les dessinateurs retracent, à partir d'entretiens, les trajectoires singulières d'immigrés. Entre les dessins, les textes des historiens permettent de mettre l'accent sur des thématiques : femmes migrantes, stéréotypes concernant l'immigration asiatique, sport et immigration, colonisation et immigration. L'objectif est de montrer que l'immigration devrait être une réalité banale plutôt qu'un « problème » comme tentent de le faire croire les politiques.

Sylvain Pattieu



**CINÉMA
LE NOM DES GENS**

Michel Leclerc
Un film sentimental et rigolo, résolument à gauche, qui défend sans états d'âme les droits des migrants contre toutes les « identités nationales » basées sur l'exclusion, ça fait toujours plaisir. Il est du coup plutôt encourageant de voir ce film remporter un vrai succès. On y trouvera aussi du grain à moudre pour les discussions d'après-séance : les deux personnages centraux représentent grosso modo « deux âmes de la gauche », l'une radicale et iconoclaste, l'autre conformiste et trop prudente, mais bousculée par la première. On est tout de même dans un climat consensuel (de gauche), et les sujets qui fâchent ne seront pas abordés. Le PS notamment n'est jamais critiqué, même par les personnages « radicaux », ce qui permet à Jospin de faire un petit numéro de charme...
Sylvestre Jaffard

L'« AFFAIRE PPDA »
Un cas de plagiat et ce qu'il révèle

Ce n'est ni la première fois qu'un journaliste dominant est accusé ou convaincu de plagiat ni la première fois que PPDA se trouve embarqué dans une histoire douteuse. Analyse d'un cas exemplaire et de ce qu'il révèle du fonctionnement des grands médias.

L'Express a dévoilé, dans un article paru le 4 janvier, un cas flagrant de plagiat mettant en cause Patrick Poivre d'Arvor, dit PPDA, qui a été le présentateur du journal télévisé de TF1 pendant plus de vingt ans. Pour écrire son livre sur Hemingway, qui devait paraître le 19 janvier, PPDA aurait pioché dans une biographie écrite par Peter Griffin en 1985 non seulement des anecdotes mais des passages entiers, grossièrement modifiés pour masquer le vol. Selon l'auteur de l'article, Jérôme Dupuis, les « emprunts » cumulés représenteraient près d'une centaine de pages de l'ouvrage de PPDA.

Il peut être instructif de rappeler quelques jalons de la carrière de PPDA, homme de médias et de pouvoir. En décembre 1991, une manipulation lui a permis d'accroître à peu de frais son crédit de journaliste proche des « grands » de ce monde en laissant croire, grâce à un habile montage d'extraits d'une conférence de presse, qu'il avait personnellement interviewé Fidel Castro. Plus grave, il a été condamné, en 1996, pour recel d'abus de biens sociaux, dans le cadre de l'« affaire Botton ». Homme d'affaires impliqué dans diverses magouilles, Pierre Botton arrosait de cadeaux variés des membres de l'élite médiatico-politique, dont PPDA, pour servir son beau-père Michel Noir, député de Lyon, dans son ascension politique. Devant l'ampleur du scandale, la chaîne de Bouygues a dû suspendre son journaliste vedette durant trois mois. Quant à sa carrière d'écrivain, un article

publié par Acrimed¹ rappelle que PPDA est l'auteur de plus de 60 ouvrages en 30 ans. Cette écriture en quantité industrielle laisse pantois et fait peser de sérieux doutes sur la contribution véritable du journaliste. Ainsi PPDA a-t-il été maintes fois accusé de recourir à des « nègres » et « PPDA » de n'être qu'une marque derrière laquelle se dissimule une entreprise collective spécialisée dans la production de livres aussi vite oubliés qu'écrits.

On peut s'étonner de voir un journaliste expérimenté tel que PPDA recourir de manière aussi visible au plagiat, pratique déshonorante qui contrevient aux règles minimales d'honnêteté intellectuelle. Pour le comprendre, il faut sans doute invoquer l'impunité médiatique dont plusieurs tenanciers des grands médias ont bénéficié après avoir été pris la main dans le sac. On pense ici à Alain Minc, Jacques Attali ou Thierry Ardisson. Ils n'ont jamais été mis en demeure de s'expliquer dans les médias et continuent, pour les deux premiers, à être invités régulièrement en tant qu'« experts » ou, pour le troisième, à présenter des talk-shows.

Entre retours d'ascenseur et connivences spontanées, ils ont ainsi pu continuer comme si de rien n'était à exercer cette forme particulièrement pernicieuse de pouvoir de prescription intellectuelle et culturelle que leur assure l'omniprésence sur les écrans, sur les ondes ou dans la presse écrite. Rien ne laisse présager qu'il en sera différemment concernant PPDA.

Léo Carvalho

1. « Dix mauvais plagiats valent plus qu'un bon livre, par PPDA et ses éditeurs », www.acrimed.org/article3514.html





(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

Chaque semaine, nous consacrons une page à la préparation du congrès du NPA qui aura lieu les 11, 12 et 13 février 2011. Cette semaine, nous publions les trois positions sur le thème « Nos réponses à la crise ».

POSITION DE LA MAJORITÉ DU GROUPE DE TRAVAIL CE-CILT-GTE¹ **Adopter « nos réponses à la crise »**

Il y a près de huit mois, nous avons commencé à travailler sur un document permettant d'organiser la réflexion et l'action du NPA dans une situation de crise ouverte du capitalisme. Ceci, dans un état d'esprit visant à rassembler le NPA autour d'une discussion cruciale : répondre à la crise globale du système. Cette discussion et ce document n'appartiennent pas à une position. C'est pourquoi nous regrettons les partis pris des positions 2 et 4 qui ont décrété que puisqu'ils étaient en désaccord sur l'orientation alors forcément ils l'étaient aussi sur le programme. Sans que leurs textes apportent des réponses de qualité supérieure aux questions qui nous sont posées. Pour nous, il s'agit d'organiser une réflexion collective autour d'une hypothèse forte et que nous croyons vérifiée par les dernières évolutions de la situation. Cette crise est une crise majeure du capitalisme. Elle n'est pas close et elle est sans doute la plus grave depuis la dépression des années 1930. Elle est également multiple : économique, écologique, sociale, politique. Elle s'accompagne de bouleversements profonds et d'un changement d'axe géographique du capitalisme qui bascule vers l'Asie. Cela

doit nous amener à deux attitudes : une certaine modestie (nous ne connaissons pas tout de la situation et n'avons pas de réponse sur toutes les questions) et une certaine gravité (une stratégie anticapitaliste est encore plus à l'ordre du jour). Elle implique une discussion pluraliste et un rassemblement de notre parti afin d'être prêts à affronter une situation politique mouvante qui peut encore s'accélérer. Depuis l'écriture et l'adoption du document par le CPN, la crise s'est accentuée. En particulier en Europe avec l'ensemble des attaques qui touchent la population et avec les différentes étapes de la crise de la dette. Comme nous le soulignons dans le document dès le printemps dernier, l'Europe est le maillon faible du monde capitaliste. L'euro est au centre de la tourmente et la construction européenne interrogée. Quant aux contre-réformes, comme celle des retraites en France, il est clair que la crise et ses effets obligent les gouvernements à accélérer le calendrier des démantèlements. Cette crise polarise donc la situation politique et sociale et conduit par exemple les gouvernements européens à démanteler le « modèle social » érigé après-guerre avec un degré de violence et de brutalité qui

ne peut s'expliquer que par l'urgence créée par la crise elle-même. Comprendre celle-ci, et en particulier son articulation à la crise écologique, est donc une tâche prioritaire pour les anticapitalistes. Afin de dégager des pistes pour aider aux soulèvements des peuples et du monde du travail. Car il n'y aura pas d'issue progressiste à la crise sans une mobilisation d'ensemble et coordonnée des peuples d'Europe pour refuser de payer la facture d'une crise qui n'est pas la nôtre. À partir des conditions de vie, de la mise sous contrôle des banques dans le but de mettre en place un service public bancaire et de la nécessité d'un plan de transition social et écologique permettant de rompre avec le capitalisme, nous essayons de dégager trois pistes, trois propositions de rupture avec le système. Rupture avec le système mais rupture aussi avec la gauche « FMI » qui mène ou défend les mêmes politiques. Pour construire une gauche anticapitaliste indépendante capable de relever les défis de la crise.

1. Comité exécutif, Commission intervention sur les lieux de travail et Groupe de travail économie.

POSITION 2

« Nos réponses à la crise » ne convient pas au NPA

Ce texte écrit conjointement par les camarades de la position 1 et de la position 3 est au minimum ambigu sur un certain nombre de formulations, et pas juste du point de vue du raisonnement politique global. Une autre base de travail est donc nécessaire, c'est la raison pour laquelle nous avons proposé un texte alternatif qu'il faudra évidemment améliorer collectivement à l'occasion du congrès : « Face à la crise, une politique pour renverser le capitalisme ». L'ambiguïté du texte des camarades de la P1 et de la P3 est liée entre autres à un certain nombre de raisonnements sur la crise qui peuvent être sur le fond assez compatibles avec ce qu'écrivent les anti-libéraux. Nous ne sommes pas d'accord par exemple pour dire que « ce sont les profits exorbitants [...] qui sont à l'origine de la spéculation et de la crise ». La crise a des racines bien plus profondes qui ne tiennent pas aux excès de la finance. De même est-il écrit à propos des plans d'austérité qu'ils « entraînent l'ensemble des économies dans une spirale vers le bas ». C'est l'argument classique des keynésiens (réformistes) pour justifier une politique « de relance par la consommation ». Il faudrait au minimum s'expliquer un peu mieux. La section revendicative du document est aussi fortement

déficente. Un exemple : le fait de reprendre une partie de l'orientation de la direction CGT sur la question des licenciements. Le mélange des genres est pour le moins surprenant : on est pour l'interdiction des licenciements, mais la suite de l'argumentation est un décalque de l'argumentaire du Nouveau Statut salarié de la CGT qui sert en fait à accompagner la précarisation générale ! On lit aussi que « les travailleurs doivent se saisir de la gestion des entreprises » : cette orientation de cogestion, là aussi prônée par la direction CGT et formulée telle quelle, n'a évidemment pas sa place dans notre programme. Mais au-delà, il y a un problème plus général que les camarades n'arrivent pas à résoudre malgré les retouches successives : l'absence d'un raisonnement qui devrait pourtant structurer tout le texte en faisant le lien entre les revendications portées par les travailleurs dans les luttes aujourd'hui et la prise du pouvoir. Cela tient aux ambiguïtés qui existent fondamentalement sur cette question, l'idée en particulier d'un gouvernement « au service de la population » qui s'appuierait sur les luttes, mais ne serait pas directement issu des nouvelles formes de pouvoir mises en place par le monde du travail et l'ensemble de la population dans les luttes ; et au fond une conception

assez ambiguë de la « rupture avec les institutions » qui se révèle finalement assez compatible avec l'idée d'une constituante et d'une VI^e République tels que les défend (du moins en parole) Mélenchon.

Cerise sur le gâteau : une série de considérations relatives à l'« autogestion » destinées sans doute à flatter celles et ceux qui pensent qu'on peut s'exonérer de la nécessité de prendre le pouvoir politique, notamment dans les milieux altermondialistes. Avec un paragraphe sur les subventions qui ne peut que cautionner les compromis pour le moins inacceptables avec la « gauche de la gauche » sur cette question.

Au final, on trouve vraiment de tout dans ce texte, des formules radicales et des formules plus institutionnelles, et même des formules pour contourner la question du pouvoir... C'est un peu à la carte, et tant pis si ce n'est guère cohérent !

Ce n'est pas ainsi qu'on pourra rassembler largement et construire le NPA. Car au bout du compte, on cultive surtout l'incompréhension et la déception. Nous avons besoin de rassembler oui, mais dans la clarté ! C'est le choix que nous proposons aux camarades de l'organisation.

POSITION DU COLLECTIF POUR UNE TENDANCE RÉVOLUTIONNAIRE

Pour une analyse marxiste et une réponse ouvrière et révolutionnaire à la crise

Les gouvernements de droite ou de gauche font payer la crise mondiale du capitalisme aux travailleurs : licenciements, plans d'austérité, etc. L'analyse de la crise et le programme qui en découle sont un enjeu décisif du congrès.

Selon l'analyse keynésienne des réformistes, la crise serait due aux salaires trop bas. En les augmentant, on relancerait la « demande », ce qui inciterait les capitalistes à produire. On aurait à la fois un meilleur « partage des richesses » et la croissance. On sortirait de la crise sans sortir du capitalisme. C'est une illusion. Car la crise s'explique en réalité par la suraccumulation de capital : trop peu de plus-value est produite par rapport à la valeur du capital engagé. Dans le cadre du capitalisme, la hausse générale des salaires aggraverait la crise en diminuant encore le taux de profit. Mais nous revendiquons la hausse des salaires et le partage des heures de travail jusqu'à disparition du chômage, car nous partons des besoins des travailleurs, non des limites de

ce système monstrueux, qui ne peut relancer réellement la croissance sans une vague de faillites et/ou une grande guerre (abaissant fortement la valeur du capital engagé et relevant donc le taux de profit), bref sans chômage de masse, baisse des salaires réels, misère, souffrances inouïes.

Il est crucial que notre parti se dote d'une analyse marxiste de la crise. Or la direction sortante n'en propose aucune explication sérieuse et tend à reprendre l'analyse keynésienne en l'expliquant par l'insuffisance des salaires ; d'où un programme tendant au réformisme dans le texte « Nos réponses à la crise » des plateformes 1 et 3.

Il laisse croire qu'on pourrait interdire les licenciements sans en finir avec le capitalisme, par des « punitions » contre les patrons, comme la CGT avec sa sécurité sociale professionnelle. Nous voulons au contraire que le NPA aide les travailleurs à se battre pour empêcher les licenciements, en refusant les indemnités de départ comme horizon indépassable, pour l'expropriation sous

contrôle ouvrier, comme l'a fait la CGT Philips Dreux. Il conçoit le « socialisme du XXI^e siècle » comme une extension des coopératives et appelle à subventionner cette prétendue « économie sociale ». À cette logique réformiste, gradualiste et utopique, nous opposons la nécessité d'expropriation les grands groupes capitalistes, de s'approprier et transformer les forces productives de façon rationnelle et démocratique, pour satisfaire les besoins tout en préservant l'environnement.

Il fixe l'objectif d'un « gouvernement au service de la population », donc un gouvernement qui ne serait pas celui des travailleurs eux-mêmes et n'impliquerait pas la destruction des institutions actuelles. Nous y opposons un programme de transition qui lie systématiquement les revendications immédiates à la nécessité de la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés, vers le communisme.

Désillusion, tensions, révoltes

« Nous allons utiliser tous les éléments en notre pouvoir pour intercepter, détruire et vaincre les extrémistes violents qui nous menacent, qu'ils soient d'Afghanistan, du Pakistan, du Yémen ou de Somalie, ou de partout où ils préparent des attaques contre le sol américain », déclarait Obama fin 2009. *Le nouveau prix Nobel de la paix n'a pas attendu longtemps pour montrer le vrai visage de sa politique tant sur le plan international que sur le plan économique et social. L'année 2010 a ruiné les illusions qu'il avait suscitées pour montrer une politique soumise à la défense des intérêts impérialistes, des banques et des multinationales qui pillent la planète. Loin de s'attaquer aux banques dont il avait promis début 2010 de limiter les activités spéculatives, il les a aidées au prix d'une augmentation constante du chômage et de la misère aux États-Unis. Dans le monde, cette politique des classes dominantes a eu les mêmes effets, alors que la spéculation a continué de plus belle, exacerbant les tensions sociales et internationales comme l'illustrent de façon dramatique ces moments qui jalonnent 2010.*

Le 12 janvier, à Haïti, un séisme fait 250 000 victimes et des millions de sans-abri parmi une population vivant déjà dans la misère, victime d'abord de l'exploitation coloniale de la France puis de l'impérialisme nord-américain. L'une des premières mesures d'Obama a été d'y envoyer 10 000 marines pour assurer transports et distributions de vivres mais aussi l'ordre impérialiste. L'aide est dérisoire, 100 millions de dollars débloqués par Obama, alors que l'intervention militaire des USA en Irak et en Afghanistan coûte chaque jour 377 millions.

Le 11 février, les chefs d'État de l'Union européenne (UE) somment l'État grec de payer ses dettes, 18 milliards d'euros immédiatement et 53 milliards qu'il lui faudra déboursier dans l'année. Plus de 70 milliards d'euros pour les banquiers qui spéculent sur la dette des États avec les capitaux que ces derniers leur ont donnés pour les renflouer depuis l'automne 2008. Le gouvernement socialiste se plie au diktat des banques et impose un plan drastique d'économies s'attaquant aux travailleurs et aux classes populaires.

Le 12 février, l'Otan engage une offensive dans le sud de l'Afghanistan, la plus importante depuis le début de la guerre il y a huit ans. L'offensive menée grâce aux renforts militaires envoyés par Obama, loin du succès attendu, aggrave les tensions. La présence des forces d'occupation est de plus en plus rejetée par la population afghane à laquelle elles imposent le régime fantoche et corrompu de Karzaï.

Le 6 mars, 93% des électeurs islandais refusent de rembourser les 3,8 milliards d'euros de dette résultant de la faillite de la banque Icesave. Le gouvernement prétendait exiger que chaque Islandais s'acquitte d'une partie de la dette de cette banque, soit 12 000 euros par personne. Il a été contraint d'organiser un référendum et a été désavoué par une population qui refuse de payer les pots cassés par les « Vikings de la finance ».

Le 11 avril, en Hongrie, la droite, dans l'opposition depuis huit ans, remporte une large victoire dès le premier tour des législatives, avec 52,7% des voix. Le Parti socialiste, au pouvoir depuis 2002, s'effondre (19%). Le Jobbik, parti d'extrême droite créé en 2003, envoie pour la première fois des députés au Parlement avec 16% des voix - 2% en 2006. Défendant une politique nationaliste et raciste, il s'en prend à la mondialisation, à l'UE, aux politiciens, aux juifs et surtout à la minorité rom (600 000 sur 10 millions d'habitants). Le désespoir des populations appauvries a fourni un terreau favorable à sa démagogie d'autant plus facilement que c'est un gouvernement « socialiste » qui a fait payer la crise à la population.

Le 20 avril, l'explosion de la plateforme Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique provoque la mort de 26 travailleurs et une gigantesque marée noire. La responsabilité de cette catastrophe humaine et écologique revient entièrement à la politique de rentabilité financière de BP qui a développé les exploitations offshore en haute mer sans aucun souci des risques.

Le 5 mai, en Grèce, la grève générale déferle sur le pays, travailleurs du public et du privé paralysent les ports, les aéroports, ferment les boutiques... Un véritable soulèvement populaire contre le plan d'austérité de Papandréou.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/TAOUS)

Le 17 mai, en Chine, les 1 850 travailleurs de l'usine Honda de Foshan, près de Canton, se mettent en grève pour des augmentations de salaire, paralysant l'activité des quatre usines de montage du groupe dans le pays. Ils obtiennent 35 euros de plus sur le salaire de base. S'ensuit une vague de grèves en Chine. Le pouvoir est contraint de relever de 20% le salaire minimum, équivalant à 117 euros à Pékin et à 137 euros à Shanghai.

Le 1^{er} juin, l'arraisonnement sanglant de la flotte humanitaire pour Gaza par les troupes d'élite israéliennes donne la mesure des méthodes terroristes avec lesquelles l'État d'Israël soumet le peuple palestinien dans la bande de Gaza transformée en prison à ciel ouvert et dans les territoires occupés. Partout dans le monde, des manifestations de protestation sont organisées spontanément. Une nouvelle flottille est prévue pour 2011.



Le 25 juin, le G8-G20 se tient à Toronto pour la bagatelle d'un milliard d'euros et ne décide de rien si ce n'est de continuer la même politique de soutien au système financier contre les peuples.

Le 31 juillet, plus de 20 000 ouvriers des usines textiles de Dacca au Bangladesh quittent le travail, affrontent la police. Ils exigent des augmentations de salaire. Les fortes hausses de prix ont dès juin poussé à la grève des dizaines de milliers d'ouvriers, contraignant 700 usines, employant 800 000 salariés pour Wal-Mart, Tesco, H&M, Zara, Carrefour, Gap, Marks & Spencer, Levi Strauss... à fermer leurs portes.

Le 31 août, la guerre en Irak prend officiellement fin à la date prévue pour le retrait des troupes américaines. Mais 50 000 soldats américains y sont encore. La guerre, qui dure depuis sept ans, n'est pas terminée. Il y a déjà deux fois plus de mercenaires et de recrues des entreprises privées sous contrat militaire que de soldats de l'armée américaine...

Fin août, au Pakistan, après deux mois de pluies torrentielles, au moins 14% des terres cultivées sont, selon l'ONU, inondées, près de 5 millions de personnes sans abri, 17 millions sont contraintes à l'exil. Un huitième de la population a été touché par la catastrophe, qui cause des milliers de morts. Le prix payé par la population est démultiplié par la misère, le manque d'infrastructures et une aide internationale dérisoire.

Le 26 septembre, au Venezuela, le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) de Chávez remporte les législatives marquées par le retour de l'opposition de droite, qui représente l'oligarchie écartée du pouvoir politique. Chávez réunit 55% des votes contre 45% à l'opposition. La droite dénonçait « le socialisme du XXI^e siècle », « le ravin du communisme ». Alors qu'un habitant sur quatre vit toujours en dessous du seuil de pauvreté et que la chute des prix du pétrole menace les programmes sociaux, engendre l'inflation et le chômage, Chávez garde l'essentiel de sa popularité auprès des classes populaires.

Le 23 octobre, le site internet Wikileaks rend publics plus de 400 000 documents secrets de l'armée américaine concernant son intervention en Irak entre 2003 et 2009. Le même site avait publié en juillet plus de 90 000 documents secrets concernant la politique américaine en Afghanistan. L'ampleur des révélations

montre la barbarie ordinaire de l'occupation par l'armée impérialiste. Des révélations insupportables pour les gouvernements des grandes puissances.

Le 2 novembre, lors des élections du midterm aux USA, les démocrates gardent une courte majorité au Sénat mais les Républicains gagnent une large majorité à la Chambre des représentants. Un camouflet pour Obama, conséquence des espoirs déçus alors que les classes populaires subissent l'explosion du chômage et qu'en deux ans, 2 millions de nouveaux ménages ont perdu leur maison...

Le 13 novembre, l'opposante au régime militaire birman Aung San Suu Kyi est libérée par la junte quelques jours après des élections-farces, remportées par les représentants de la junte militaire. Si cette dernière se sent assez forte pour mettre en liberté étroitement surveillée sa principale opposante, des milliers d'autres restent dans les prisons de la dictature qui se perpétue avec le soutien des grandes puissances et du groupe Total.

Le 24 novembre, les travailleurs portugais répondent massivement à l'appel à une journée de grève générale pour exprimer leur refus des mesures d'austérité imposées, comme en Grèce, par le gouvernement socialiste. Il faut remonter à 1988 pour retrouver un pareil appel commun des deux confédérations syndicales, la CGTP proche du PC et l'UGT proche du PS. Une journée sans précédent.

Le 28 novembre se déroulent les élections présidentielles en Haïti et en Côte d'Ivoire, deux pays distants de milliers de kilomètres mais qui portent l'un et l'autre les stigmates du colonialisme. À Haïti, la France a cédé la place aux USA mais en Côte d'Ivoire le port, le chemin de fer, l'aéroport, les banques, les principales usines sont entre les mains de groupes capitalistes, essentiellement français, comme Bolloré ou Bouygues. Le colonialisme a cédé la place à la dictature des groupes capitalistes qui rend toute démocratie impossible et entretient une crise politique chronique où les classes populaires sont prises en otage par les luttes de clans.



Le 29 novembre, à Cancun, au Mexique, commence la conférence sur le climat qui aboutit à un accord signé par 191 pays qui ne s'engagent qu'à se revoir dans un an. Il faudrait réduire les gaz à effet de serre de 25 à 40% d'ici à 2020 pour éviter une catastrophe à terme rapproché. Mais rien n'a été décidé et surtout pas des mesures contraignantes pour les groupes industriels et leurs États. Tout sauf toucher aux profits. Qu'importe le prix pour l'humanité.

Le 17 décembre, en Tunisie, à Sidi Bouzid, un jeune marchand ambulant, Mohamed Bouazizi, qui venait pour la énième fois de se voir confisquer sa marchandise par la police, désespéré, humilié, s'immole par le feu. Son geste désespéré était bien plus qu'un geste de désespoir, un acte d'accusation d'une police et d'une administration méprisante et agressant les plus pauvres pour le compte de la dictature de la mafia Ben Ali. La colère et la révolte se répandent dans la ville et dans tout le pays, touchant toutes les couches sociales (lire article de une). Au moment où, en Algérie, éclatent des révoltes contre la hausse des prix, un nouvel espoir se lève en ce début de 2011, la révolte des travailleurs et des peuples contre la mondialisation capitaliste et ses ravages, une révolte sans frontières...

Fralib : la pression monte dans la théière

Après trois mois de lutte contre la fermeture de leur usine, les salariés de Fralib, à Gémenos (Bouches-du-Rhône) sont montés d'un cran pour sauver la production de thé Élément pour le groupe Unilever. Dernièrement, ils ont lancé une grande campagne d'affichage pour appeler au boycott des produits Lipton et particulièrement des sachets Pyramides, dont la production délocalisée en Belgique et en Pologne est révélatrice des choix de développement d'Unilever. Cette campagne a été très bien relayée par les médias nationaux. Par ailleurs, le 10 janvier se tenait le dernier comité d'entreprise (CE) dans le cadre de la procédure de consultation engagée après l'annonce de la fermeture. Dès le lendemain, le secrétaire du CE, Gérard Cazorla, devait déposer un référé pour casser la procédure en remettant en cause l'expertise économique des experts d'Unilever, la consultation du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) qui n'a pas été faite dans les règles et le refus de

Fralib de communiquer les comptes de l'USCC, la société suisse qui permet à Unilever de détourner une partie des bénéfices. Le 4 janvier, les principaux élus du personnel passaient devant la chambre correctionnelle de Nanterre, accusés de diffamation par Unilever pour avoir distribué un tract dénonçant les dispositifs fiscaux mis en place par le groupe en Suisse, via la société USCC afin d'échapper au fisc français. L'affaire a été renvoyée au 6 septembre 2011 et Unilever doit verser une consignation de 1500 euros avant le 28 février qui lui sera restituée si le groupe obtient gain de cause. Le 3 janvier, le CE a adopté à l'unanimité les propositions des élus CGT et CFE/CGC visant à la mise en œuvre d'un projet alternatif pour poursuivre l'activité du Thé de l'Éléphant qui fait vivre 182 familles, auxquelles s'ajoutent les emplois induits. Ce plan repose sur un potentiel humain largement qualifié à sauvegarder un outil industriel performant (dernier site français de production de thé et infusions en sachets) et



(FREDERIC PLICQUE)

une marque à défendre pour qu'elle reste en France: le Thé de l'Éléphant. Il prévoit notamment un approvisionnement solidaire en matières premières, une gestion collective et concertée par les salariés des richesses produites par leur travail, adaptée aux besoins des consommateurs. Le financement de ce plan proviendrait d'une redistribution des dividendes des actionnaires d'Unilever et de l'engagement des pouvoirs publics et des collectivités territoriales pour sauver l'activité à Gémenos. Le 21 décembre, les salariés

ont reçu la visite et le soutien d'Olivier Besancenot, qui a longuement échangé avec les responsables syndicaux et les ouvriers de l'usine. Il a réaffirmé le soutien du NPA et a proposé que l'ensemble des responsables politiques nationaux qui les soutiennent viennent ensemble exiger le retrait du projet de fermeture. Plus que jamais les salariés sont déterminés à faire payer Unilever et à garder la production du thé Élément en Provence.

Comité NPA Aubagne La Ciotat

Les précaires de Pôle Emploi se rebiffent

Le chômage ne baisse pas (+ 20% de chômeurs de longue durée en un an) et pourtant le gouvernement annonce la suppression de 1800 postes à Pôle Emploi. Pour les seuls départements de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne par exemple, 150 personnes sont mises à la porte, laissant aux agents restants la charge de suivre entre 200 et 300 chômeurs chacun... Cette situation est due à la volonté réaffirmée par Xavier Bertrand de livrer le marché du chômage au cabinets privés et aux grosses boîtes d'intérim. Face à une politique ressentie comme absurde par de nombreux agents, la grève du 9 novembre 2010 a été suivie par 50% du personnel, mais fut laissée sans perspective par les organisations syndicales. Cette absence de combativité des syndicats

n'empêche pas localement des mobilisations sur la question de l'emploi dans les agences... Ainsi, depuis plusieurs mois, en Bretagne notamment, des salariés en CDD se battent pour leur titularisation. En Île-de-France, avec le soutien du SNU (FSU) et de SUD, un collectif regroupant des salariés de Maisons-Alfort, Choisy, Nanterre, Paris, Les Mureaux... est mobilisé pour gagner leur embauche en CDI. Ainsi une collègue en contrat unique d'insertion (CUI) depuis huit ans doit partir fin février! Après avoir rencontré le directeur général adjoint chargé des ressources humaines en décembre, sans résultat, le collectif s'est rendu jeudi 6 janvier à la direction régionale d'Île-de-France afin de rencontrer le directeur régional. Devant son mépris et

son refus de nous recevoir, le collectif a occupé son bureau et investi la réunion du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) afin d'être reçu par la DRH. Après deux heures de discussions, toujours sans résultats, l'occupation s'est poursuivie pour obtenir un rendez-vous avec le directeur général. Finalement un rendez-vous a été obtenu le 27 janvier. Le mépris de la direction renforce la détermination des membres du collectif, la lutte ne s'arrêtera pas là!

Lucas Maldini

1. Anciennement contrats aidés, financés pour l'essentiel par l'État.

brèves de campagne...

Une condamnation scandaleuse!

Le comité NPA de Dunkerque est révolté par la condamnation de son camarade Christian Muys. Déclaré coupable par le tribunal de Dunkerque de violence aggravée avec arme sur personne dépositaire de l'autorité publique, alors qu'il s'appretait simplement à rejoindre une manifestation, ce syndicaliste a été condamné à payer 500 euros d'amende, 1 euro de dommages et intérêts pour le policier plaignant et 200 euros de frais de justice. La disproportion entre la peine et l'accusation prouve par elle-même que ce procès n'avait pas lieu d'être. Notre camarade se prépare à faire appel et à porter plainte à son tour contre les policiers pour fausses déclarations. Cette condamnation s'inscrit dans une logique de criminalisation des actions militantes qu'on peut constater partout en France. Quand 70% des Français trouvent la réforme des retraites injuste, le gouvernement essaye de briser la légitimité du mouvement en tentant d'isoler certains acteurs de ces luttes, en les faisant passer pour de dangereux activistes ou des casseurs. Le NPA ne cédera pas face aux abus de pouvoir de cette police, trop souvent relayés par une justice aux ordres. Nous apportons

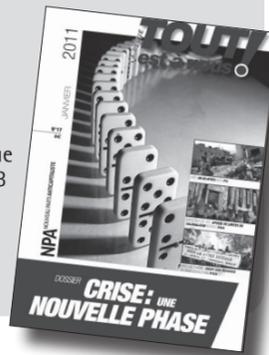
notre soutien total à notre camarade et faisons appel à toutes les forces démocratiques pour organiser la résistance à ces menaces sur les libertés. Vous pouvez marquer votre solidarité avec Christian en signant et en diffusant massivement la pétition: www.petitionpublique.fr/?pi=P2010N3848

Les Archives nationales contre l'histoire officielle. Le personnel des Archives nationales poursuit depuis le 16 septembre l'occupation jour et nuit d'une partie de l'établissement parisien pour protester contre le projet de Nicolas Sarkozy d'y installer une Maison de l'histoire de France. Parallèlement, un groupe de travail d'historiens indépendants a publié, le 11 janvier, une recommandation justifiant le refus du personnel, dénonçant les méthodes utilisées et mettant en garde contre la «conception utilitaire des savoirs historiques» du président. Le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, a exigé l'arrêt de l'occupation en menaçant d'annuler l'exposition prévue le 19 janvier. Malgré cette tentative d'intimidation, le personnel, réuni en assemblée générale avec l'intersyndicale CFTD, CGT, CGC et CFTC, a décidé à l'unanimité des 140 présents de

poursuivre l'occupation. Il réclame l'abandon du projet d'installation, le maintien des activités des Archives sur les trois sites (Paris, Fontainebleau et Pierrefitte-sur-Seine) et la création de 300 emplois comme le ministère s'y était engagé.

LE N° 17 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur la crise, des articles sur Haïti, le colonialisme, le droit du travail... et bien d'autres encore! Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : **Tout est à nous!**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
N° DE COMPTE	
CLÉ RIB	

Date :
Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

- Tarif standard**
- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

40 milliards

C'est le montant record que vont recevoir, pour 2010, les actionnaires des entreprises du CAC 40. Cela correspond à 46 % des bénéfices réalisés en 2010 (86 milliards), le reste étant utilisé pour l'investissement, la recherche ou... la spéculation. Les dividendes versés ont augmenté de 13 % en un an. La richesse des actionnaires grimpe neuf fois plus vite que la richesse nationale (1,4 % de croissance en 2010) pendant que les salaires stagnent et que les emplois diminuent. Et l'année prochaine, le montant devrait encore augmenter pour atteindre 43 milliards d'euros. Si les Français sont moroses et pessimistes, ce n'est sûrement pas le cas des actionnaires.

Pakistan : assassinat pour blasphème. Le 4 janvier, Salman Taseer a été assassiné par un policier lui servant d'escorte. Il a payé de sa vie son opposition à la loi criminalisant le blasphème. Gouverneur de la province du Pendjab au Pakistan, Taseer était membre du Parti du peuple pakistanais (PPP), au pouvoir. Homme d'affaires, politicien, il était connu pour ses opinions libérales en matières de mœurs et son combat contre l'intolérance religieuse. Il avait pris ouvertement la défense d'une chrétienne condamnée à mort et était devenu la cible des islamistes. Une réforme de la loi sur le blasphème est exigée par tous les milieux progressistes du Pakistan. Les conservateurs mobilisent en masse (grèves, manifestations) pour interdire sa révision et présentent aujourd'hui le policier meurtrier comme un héros de l'islam. L'assassinat de Salman Taseer montre à quel point les rouages de l'État sont infiltrés par les courants les plus radicaux. Le message est clair : personne n'est à l'abri, quiconque s'oppose à la loi sur le blasphème risque la mort.

Mauvais cheval. Éliminé du gouvernement lors du dernier remaniement et ainsi « remercié » – en fait, congédié – après avoir beaucoup servi lors de la réforme des retraites, Éric Woerth est désormais rattrapé par les « ennuis » judiciaires. Pas seulement du fait

des divers dossiers liés aux soins attentifs qu'il a prodigués à Mme Bettencourt. Mais, aussi, par l'affaire de la vente à une société de courses d'une parcelle de la forêt de Compiègne, au mépris de la législation en vigueur. De fait, les prédécesseurs de Woerth aux Finances ou à l'Agriculture ont régulièrement confirmé l'impossibilité légale d'une telle transaction. Ce n'est pas tant qu'ils aient eu un plus grand souci du bien public ou une moindre soumission aux intérêts privés. Mais, eux se rendaient encore compte de la nécessité de respecter, au moins formellement, quelques règles de droit. Rien de tel avec la bande à Sarkozy, où l'arrogance est la seule ligne de conduite. Acculé, menacé de devoir rendre des comptes devant la Cour de justice de la République, Éric Woerth a vainement tenté de mouiller le Premier ministre. Il s'aperçoit aujourd'hui qu'il est lâché par ses « amis » et que son impunité a pris fin avec ses fonctions ministérielles. Triste sort. Mais, franchement, on ne va pas le plaindre...

L'arnaque de Borloo. 2005 : Borloo lance les maisons à 100 000 euros. 20 000 sont prévues. 600 auraient été construites. Un échec, heureusement ! Des propriétaires havis portent plainte pour malfaçons, dont « des fissures dans la salle de bains qui grossissent à vue d'œil, des moulures qui se décollent, des barreaux d'escalier

mal fixés, un jardin en permanence inondé [...] Je n'ai plus envie de vivre ici [...] le rêve de ma vie est brisé. » Et ce n'est pas 100 000, mais souvent 150 000 euros, plus les retards de livraison. En 1970, on avait eu les Chalandonnettes, même idée, même scandale : l'État ne construit pas, les loyers sont trop chers et on incite les pauvres à s'appauvrir pour devenir propriétaires. Résultat : malfaçons, avaries de chauffage, etc., parfois bâties sur des terrains non constructibles... Des habitants avaient occupé une cathédrale de Montpellier plusieurs jours en 1977 pour demander réparation. Comme disait Coluche : « c'est le crédit qu'est cher, c'est pas la maison, hein ! Parce que quand on voit la maison, on se dit : C'est pas vrai ? Ça a pas coûté ce prix-là ! [...] ça veut dire que moins tu peux payer, plus tu payes. C'est-à-dire... euh... non [...], c'est : pendant le crédit, tu réparas c'qui s'écroule, et au bout de quinze ans les ruines sont à toi. »

Récupération : Sarkozy insulte la mémoire de Césaire. Sarkozy a profité de son voyage aux Antilles pour nous sortir une dernière provocation en annonçant son intention de faire entrer Aimé Césaire au Panthéon. La volonté de récupération du grand poète noir est non seulement ridicule mais aussi insultante pour la mémoire de celui qui écrivait « Ma bouche sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche,

ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir. » Césaire de son vivant a longtemps refusé de rencontrer Sarkozy qui représentait à peu près tout ce qu'il exécrait. Que l'homme des clichés racistes du discours de Dakar, membre éminent d'un gouvernement qui prétendait imposer l'enseignement du rôle positif de la colonisation et initiateur du débat nauséabond sur l'identité nationale s'essaie ainsi à cette manœuvre grossière serait drôle si cela ne salissait pas la mémoire de celui dont l'œuvre entière est une protestation contre la barbarie de la colonisation et la célébration de la nécessité de l'émancipation.

Contre la répression syndicale. Après une grève de douze semaines qui a arraché plusieurs revendications, la direction de l'hôpital Tenon (Paris 20^e) cherche une revanche en s'attaquant au secrétaire de la section CGT, Patrice Lardeux, objet d'une plainte en justice et menacé de sanctions disciplinaires à la suite d'une provocation montée de toutes pièces. Lundi 10 janvier, à l'appel de la CGT et de SUD, plus de 200 salariés, syndicalistes, militants politiques (PCF, PG, NPA) se sont rassemblés dès 9 h 30 dans la cour de l'hôpital, avant de partir en manifestation en direction du commissariat où Patrice était convoqué. Une initiative notable

et marquante pour signifier qu'« on ne lâchera rien » pour nos revendications et contre la répression. Des syndicalistes d'autres secteurs, notamment la poste où certains ont été victimes de lourdes sanctions, étaient également présents. On notait en revanche l'absence totale de la CFTD de l'hôpital, ainsi que du PS qui a dans ses rangs la maire et les deux députées de l'arrondissement. La lutte continue pour imposer : aucune sanction contre Patrice !

Licenciement par boîte vocale. Le 30 novembre dernier, les salariés américains de Sanofi ont reçu un SMS leur souhaitant un bon Thanksgiving et leur enjoignant de consulter leur boîte mail le 2 décembre à 5 heures du mat'. Là le jeu de piste continue et certains doivent appeler un numéro entre 8 heures et 8h30, les autres à partir de 8h30. Les premiers apprennent ainsi qu'ils conservent leur job et les 1 700 autres entendent une voix enregistrée leur annonçant qu'ils sont virés et qu'ils doivent quitter l'entreprise sur le champ. Dans le même temps un sous-traitant passe à leur domicile récupérer téléphones, voitures de fonction, etc. Interrogée, la direction a déclaré : « Il n'y avait aucun autre moyen d'annoncer cette nouvelle rapidement et de façon cohérente. »

JEUDI NOIR Les occupants affamés par la police



Samedi 8 janvier 2011. Jeudi Noir occupe depuis la veille un immeuble vide depuis 2006 appartenant à AXA avenue de Matignon, à Paris. La police interdit l'accès de l'immeuble. Seuls les élus peuvent y pénétrer. Un référé est engagé par la compagnie d'assurances pour obtenir l'évacuation des lieux. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

NO COMMENT

Il ne faut pas s'interdire, non plus, de réfléchir à la pertinence de l'embauche à vie des fonctionnaires.

CHRISTIAN JACOB, PATRON DES DÉPUTÉS UMP, LE 7 JANVIER DANS ACTEURS PUBLICS.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®